



Paris et Berlin tournent la page du programme SCAF



Partager

La France et l'Allemagne ont choisi de tourner rapidement la page de l'échec du Système de combat aérien du futur (SCAF).

Réunis à Brühl, à l'occasion du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, le président Emmanuel Macron et le chancelier [Friedrich Merz](#) ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération militaire entre les deux pays.

Une industrie européenne de défense plus robuste

Les deux dirigeants ont annoncé des avancées dans les domaines de la dissuasion nucléaire, des missiles conventionnels et de la coordination des capacités de défense, tout en affichant leur ambition de bâtir une industrie européenne de défense plus robuste.

Les points clés à retenir

- La France et l'Allemagne veulent renforcer leur coopération après l'abandon du SCAF.
- Les deux pays prévoient d'intensifier leur coordination sur la dissuasion nucléaire, les frappes conventionnelles et la défense antimissile.
- L'Allemagne participera cette année à un exercice nucléaire français, une première dans ce cadre de coopération.
- Paris et Berlin ont confirmé leur soutien au programme de char du futur (MGCS), appelé à remplacer les Leclerc et Leopard 2.
- Les dirigeants souhaitent instaurer une gouvernance politique plus étroite des grands programmes industriels afin d'éviter les blocages rencontrés sur le SCAF.



Une coopération renforcée au sein du groupe KNDS

Au-delà des annonces militaires, Emmanuel Macron et [Friedrich Merz](#) ont insisté sur la nécessité de renforcer la souveraineté européenne face aux nouvelles menaces géopolitiques. Les deux dirigeants estiment que l'Europe doit accroître sa capacité à développer ses propres équipements de défense, tout en consolidant le pilier européen de l'OTAN. Ils ont également évoqué une coopération renforcée au sein du groupe KNDS, acteur majeur de l'armement terrestre franco-allemand.

L'abandon du SCAF, conséquence de désaccords persistants entre Dassault Aviation et Airbus, constitue un revers majeur pour l'industrie européenne de défense. Les deux gouvernements souhaitent désormais tirer les leçons de cet échec en mettant en place un pilotage politique plus direct des futurs programmes communs. Leur objectif est de préserver la compétitivité industrielle européenne tout en accélérant les projets jugés stratégiques pour la sécurité du continent.